

ALGER

Extrait du *Alger républicain*

Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Degager-le-systeme-c-est-aussi.html>

Dégager le système c'est aussi couper les racines économiques qui le nourrissent

- Chroniques et opinions -

Date de mise en ligne : mercredi 17 avril 2019

Description :

Le régime politique que recouvre le terme de « système » couramment employé par la rue, est pour moi inséparable du régime économique installé dès le début des années 1980.

Ce sont des réformes libérales et néo-libérales imposées par des forces sociales internes - fortement opposées aux options économiques des années Boumediène-, par des organisations internationales (Banque mondiale, FMI et plan d'ajustement signé en 1994) et les pouvoirs qui se sont succédé depuis l'ère Chadli qui a installé et défini les règles de fonctionnement de ce régime.

Omar Bessaoud,

économiste

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Contribution au débat économique, Omar Bessaoud, économiste.

Le régime politique que recouvre le terme de « système » couramment employé par la rue, est pour moi inséparable du régime économique installé dès le début des années 1980.

Ce sont des réformes libérales et néo-libérales imposées par des forces sociales internes - fortement opposées aux options économiques des années Boumediene-, par des organisations internationales (Banque mondiale, FMI et plan d'ajustement signé en 1994) et les pouvoirs qui se sont succédé depuis l'ère Chadli qui a installé et défini les règles de fonctionnement de ce régime.

Ce régime de croissance économique qui s'est considérablement renforcé au cours de la décennie noire, période qui avait affaibli de fait les capacités de résistance de la société, trouve un essor tout particulier avec l'accession de Bouteflika à la Présidence. Il faut rappeler que, comparé au colonel Yahiaoui, Bouteflika était classé politiquement dans les années 1970 comme libéral sur le plan de ses options politiques, ce qui lui valut d'être écarté à la mort de Boumediene de la succession à la présidence (le choix de l'armée s'étant porté sur Chadli). Son tiers-mondisme était, on le sait aujourd'hui factice, et l'homme a su faire le dos rond quand la situation et ses intérêts l'exigeaient. La preuve en est de son long séjour (qualifié de façon inique de « traversée du désert » aux côtés de ses amis du Golfe, à qui il renverra, une fois élu à la présidence de la République, l'ascenseur en leur accordant des contrats juteux et qu'il invitera chasser dans nos espaces steppiques l'outarde, une espèce protégée.

Une fois installé dans ses fonctions de Président, Bouteflika et son régime instaurent les règles qui présentent des similitudes avec ceux qui caractérisent le système maghazénien du pays voisin (le livre du prince « rouge », cousin germain du roi Mohamed VI, décrit avec finesse le mode de fonctionnement du Makhzen marocain) .

Dans ce système politique, où le pouvoir politique se mêle étroitement aux puissances d'argent et où l'argent public est employé à enrichir une minorité, dans ce système les services ne seront accordés qu'à des clients fidèles et la moindre infidélité peut compliquer l'accès aux faveurs et privilèges économiques. En un mot, c'est le degré de proximité et d'allégeance avec le système politique qui va faire de vous ou non un milliardaire ; l'imbrication étroite entre les règles de la domination politique et les intérêts économiques. En un mot, pouvoir politique et pouvoir de l'argent sont entremêlés.

De nombreuses fonctions (de députés, sénateurs, responsables de parti, de syndicat ou même d'administrations et offices d'Etat) résultent de cette proximité, et s'achètent afin d'assurer une accumulation durable.

Ce « système », comme l'appelle la rue, va prospérer sur la base d'une corruption généralisée -voire institutionnalisée- et va polluer toutes les institutions et administrations du pays.

Pour résumer ou qualifier la nature du système et caractériser les règles de son fonctionnement réel, le langage populaire emploie les termes de « chipa », de « chkara » et de « rachwa » .

C'est sous le règne de Bouteflika que l'on verra ainsi émerger une oligarchie puissante et un patronat organisé, mais aussi une classe de gros commerçants, groupes sociaux partis de peu en termes de capital, mais dont les trajectoires ont croisé des réseaux politiques insérés dans les moyens d'accaparer les richesses du pays.

Ce que je viens de dire décrit ou caractérise le système économique mais n'explique pas les bases sur lesquelles il se développe.

Je commencerai par rappeler rapidement le contexte général avant de proposer une explication générale portant sur le mode de fonctionnement de ce système économique qualifié de rentier.

Le régime économique mis en place à l'occasion des réformes repose sur des termes clé : l'ouverture à l'extérieur, la liberté de commerce et les lois -invisibles- du marché (« khali nass tekhdem » comme l'exprimaient à ses débuts certains partisans de ce régime).

Ces réformes mises en place se sont réduites, il faut le rappeler à l'irruption sur la scène économique de 40 à 45 000 sociétés d'importation, d'une classe qui a récupéré des actifs économiques de dizaines de milliers de petites et moyennes entreprises publiques dissoutes (et de centaines de milliers de travailleurs mis au chômage), de ventes de grandes entreprises à des multinationales (cas de l'unité sidérurgique de Annaba à Arcelor-Mital, reprise tardivement par l'Etat ou des usines d'engrais cédé au groupe étranger Fertial que Monsieur Haddad voulait ajouter à son portefeuille d'affaires il n'y a pas si longtemps).

Ces réformes ont abouti au transfert d'activités monopolisées par des entreprises d'Etat au profit de sociétés monopolisées par une minorité de privés (Sogédia, Enasucré, eaux minérales, Enial pour les semouleries-minoteries...). Il ne faudrait surtout pas que la célébrité de certains oligarques connus dont les liens forts sont noués avec le pouvoir en place cachent d'autres oligarques tout aussi fortunées qui doivent leur ascension au système politique.

Le régime ou le système politique est selon moi assis sur 3 gisements de richesses qu'il contrôle, et qui seront exploités par ces nouveaux « acteurs économiques » produits par les réformes libérales. Ces trois gisements économiques seront à l'origine des fortunes qui seront bâties.

Ces trois gisements économiques exploités à ciel ouvert sont le commerce extérieur, les banques publiques et le foncier rural, industriel et urbain (« la terre et la pierre » comme réserve de valeur et placements spéculatifs).

Le commerce extérieur

L'économie productive ayant été disqualifiée -par les réformes- au prétexte de sa non compétitivité. Rappelons que toute l'industrie manufacturière a été cassée, démantelée au nom de l'ouverture économique (les chaussures et autres produits issus de l'industrie du cuir, les costumes, les chemises et draps de très bonnes qualité) sortaient de nos usines en 1970) ... L'industrie qui représentait près du quart de notre PIB dans les années 1970-80, ne représente plus aujourd'hui que 5% du PIB (ensemble des richesses créées dans un pays), et l'Algérie est le pays le moins industrialisé de la région.

Le commerce extérieur est le premier gisement d'exploitation de nos richesses et par de simples autorisations ou licence d'importation (une signature portée sur un document), on a dorénavant accès à l'achat de produits achetés à l'étranger, distribués sur nos marchés. Tous ceux qui sont branchés sur le commerce extérieur peuvent s'enrichir assez rapidement. Les infrastructures routières construites servent aujourd'hui à redistribuer dans les coins les plus reculés du pays ces produits importés.

Le secteur de l'agro-alimentaire (branche de l'industrie la plus importante), mais aussi bien d'autres secteurs de l'activité économique, ne fonctionnent aujourd'hui que grâce à cette ouverture sur le commerce ... Plus de 80% des intrants, les équipements, les pièces détachés, les produits finis (jusqu'aux allumettes et kit-kat) sont importés. Avoir accès aux importations et aux licences fera à coup sûr de vous un homme (ou une femme) riche. Il y a bien sûr l'importance des flux que vous allez contrôler qui vous positionnera dans le degré de la richesse acquise. La surfacturation, faute de contrôle, ou la non-conformité de la marchandise importée avec le document d'importation fera de vous un millionnaire en devises.

Le mode de fonctionnement de ces importations de biens et services qui font fait l'objet de surfacturation permet d'accumuler des ressources en devises placées dans les banques étrangères, d'acheter des biens immobiliers ou de faire des dépenses somptuaires à l'étranger. Les exemples de ces détournements ne manquent pas, et les « panama papers » qu'il faudrait aujourd'hui exhumer nous donnent une petite idée de l'importance de cet argent dans des banques off-shore.

Le développement hypertrophié de ce capital commercial ne pouvait que combler d'aise les alliés de l'économie politique islamiste qui ont aussi été les bénéficiaires de ce modèle. Les islamistes - notamment leurs chefs - ont tiré un grand parti de ce système économique, et « la concorde nationale » initiée par Bouteflika et son régime a scellé l'alliance politique de ces forces avec le système.

Les positions de rente qui sont assises sur les marchés, internes et externes, ont nourri dans le meilleur des cas les petits métiers de vente et le commerce informel de produits asiatiques, européens, turques, etc., distribués par les importateurs et par le commerce de gros.

Ce gisement qui est le commerce extérieur (relayé par la sphère commerciale interne) est alimenté par la rente pétrolière et gazière, monopole de l'Etat.

Le montant des importations en marchandises (non compris les services) atteint plus de 58 milliards de dollars en 2014 et 44 milliards de dollars en 2018. Cela donne approximativement une idée sur le volume des richesses en jeu. C'est plus de 500 milliards de dollars qui ont été dépensés dans les importations de marchandises entre 2010 et 2018, soit 3 fois plus que le PIB de l'Algérie de l'année 2018. C'est dire l'importance des flux de richesses monétaires en devises étrangères qui ont circulé sur les marchés.

L'accès à l'argent via les marchés publics et les banques publiques est un autre secret dans le fonctionnement de l'Etat maghzien et libéral actuel

Cet accès a donné lieu à des modes de répartition très inégaux des richesses, et à un pillage à ciel ouvert de nos ressources financières. Le mouvement populaire qui a attiré l'attention sur les flux financiers des institutions bancaires en cette période ne s'est certainement pas trompé de cible. Les banques sont le lieu où l'argent public (celui issu de nos ressources, des dinars aux devises) est déposé et géré.

Les marchés publics et les divers fonds que l'Etat contrôle ont été dispensés généreusement aux acteurs du secteur privé, clients et soutiens du régime. Les « créateurs de richesses », terme parfois utilisé pour qualifier certains « grands capitaines de l'industrie », émargent aux guichets publics et très souvent leurs richesses proviennent des aides financières accordées par l'Etat.

L'accès aux marchés publics, aux subventions d'Etat et aux crédits publics (régulièrement alimentés par le Trésor public ou aujourd'hui la planche à billets), a été l'un des moyens les plus puissants de renforcement de cette oligarchie ... Il faut savoir qu'une bonne partie des investissements privés résultent de crédits publics accordés par les banques publiques. Même le financement des importations est dépendant de l'argent public (en devises).

Concessions de terres publiques, partenariat public-privé, ventes d'actifs industriels au dinar symbolique, marchés publics ont été l'occasion pour des groupes articulés aux réseaux politiques d'accumuler d'immenses richesses. Autrement dit, ces groupes ont prospéré à l'ombre de l'Etat, ont bénéficié de sa bienveillance et de sa générosité. Les marchés publics offerts aux amis, les affaires confiées aux clients avec l'aide de réseaux (familiaux ou autres) organisés ont également nourri la corruption (affaire Khelil et Bedjaoui). Les banques publiques qui ont dispensé des crédits ou des subventions -via de multiples fonds, dont le fonds national d'investissement aujourd'hui l'objet d'un scandale- ont permis le détournement des richesses du peuple et de la rente pétrolière.

La corruption que nourrissent ces formes d'accès à l'argent public - les crédits, les subventions accordés par les banques et autres institutions financières - ne peut ainsi être éradiquée sans remettre en question ces formes d'accès à l'argent public.

L'accès au foncier rural, urbain et industriel

C'est là le troisième gisement de rentes qui est exploité par la nouvelle bourgeoisie (compradore car dépendantes

des importations étrangères) et qui explique l'accumulation privée des richesses nationales.

Pour pérenniser les revenus du capital acquis via le commerce extérieur et l'argent public des banques, les prédateurs se sont tournés vers le secteur de la « promotion immobilière » et vers l'acquisition du foncier rural, urbain et industriel.

Dans une société où l'économie est peu diversifiée, la pierre et la terre sont considérées comme réserves de valeur, et des placements à haute rentabilité.

Les derniers scandales qui ont éclaté récemment (affaire de Kamel El Boucher par exemple) illustrent le fonctionnement du régime économique actuel. Cet exemple n'est pas isolé. Nombreux ont été les oligarques ou nouveaux riches à s'intéresser à l'immobilier, à l'agriculture (presque tous les patrons de l'agro-industrie ont acquis des concessions de terres agricoles et bénéficié très généreusement des aides financières de l'Etat pour accaparer et exploiter à titre privé, souvent de façon minière, les ressources en sol et en eau, qui sont selon la loi la propriété de la nation entière).

Les terres publiques ont été souvent redistribuées en leur faveur et le foncier urbain (au prétexte de promotions immobilières) et industriel tant convoité ont été source d'accumulation de rentes.

Ces rentes accaparées par les nouvelles puissances d'argent leur ont permis par la suite de partir à la conquête des institutions de l'Etat national (Assemblée nationale par exemple, postes au Sénat, dans les ministères et la haute administration publique...) polluant ainsi la vie politique du pays. Ces derniers ont eu de plus en plus tendance à dicter leurs lois et à imposer leurs intérêts aux « décideurs politiques ». L'on a été jusqu'à promouvoir des ministres - authentiques représentants de ces puissances d'argent- à des postes économiques clés (Bouchouareb).

Nous savons, et le peuple l'a dévoilé aujourd'hui, le lien étroit existant entre le système politique et les nouvelles puissances d'argent.

Sans engager une chasse aux sorcières et afin de couper les sources de cet enrichissement moralement condamnable et économiquement destructeur de notre société, il est nécessaire que le mouvement populaire en cours identifie avec intelligence ces gisements de rente, écarte dans ses choix et préférences des responsables politiques qui ont été les défenseurs zélés de ce système économique, et qu'il renverse les règles de gestion du régime économique prédateur qui domine aujourd'hui notre économie nationale.

A titre d'exemple, la transparence dans les modes d'affectation des ressources financières publiques devra être la règle dans le futur.

Il est urgent surtout urgent de repenser les fondements du système économique, de créer une économie productive basée sur l'effort, le travail et une répartition équitable des richesses au sein de la société.

Il faut que l'éradication du régime politique actuel soit suivie d'un modèle de développement économique qui mobilise les compétences formées dans nos universités et nos centres de formation, qui les emploie en rapport avec leurs qualifications acquises. Le pays est aujourd'hui orphelin d'un vrai tissu industriel ayant recours aux innovations technologiques et à l'économie de la connaissance. Les investissements productifs publics et privés doivent placer l'emploi au coeur du modèle, car des centaines de milliers de jeunes ingénieurs, polytechniciens, informaticiens, physiciens, chimistes, économistes et gestionnaires sont en attente de mettre leurs compétences et leur intelligence au service de l'économie nationale. Il faut investir dans la recherche scientifique, la culture et les arts, l'industrie du cinéma et du livre...afin générer davantage des richesses. Tant de chantiers restent à ouvrir pour mettre fin à la dilapidation des richesses nationales. Si l'on ne transforme pas de fond en comble le système économique, les forces sociales qui le supportent reproduiront le système politique que la rue dénonce vigoureusement.

5 avril 2019